

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap, belast met sociale Zaken en Gezondheid,

Besluit :

Artikel 1. Het samenwerkingsakkoord betreffende het Interdepartementaal Begrotingsfonds ter bevordering van de werkgelegenheid, gesloten te Brussel op 25 november 1992 tussen de Waalse Gewestexecutieve, de Executieve van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Executieve van de Franse Gemeenschap overeenkomstig artikel 92bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, wordt goedgekeurd.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 1993.

Art. 3. De Minister-Voorzitter is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 27 juli 1993.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter,
Mevr. L. ONKELINK

F. 93 — 2201 (93 — 2009)

19 JUILLET 1993. — Décret organisant l'enseignement supérieur social de type long en communication appliquée. — Erratum

Au *Moniteur belge* n° 175 du 31 août 1993, à la page 19135, il faut supprimer, dans l'intitulé, le mot « court » et lire « Décret organisant l'enseignement supérieur social de type long en communication appliquée ».

VERTALING

N. 93 — 2201 (93 — 2009)

19 JULI 1993. — Decreet tot regeling van het sociaal hoger onderwijs van het lange type in de toegepaste communicatie. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 175 van 31 augustus 1993, op blz. 19135, in de franstalige tekst, moet men, in het opschrift, het woord « court » schrappen en lezen « Décret organisant l'enseignement supérieur social de type long en communication appliquée ».

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE WALLON DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

F. 93 — 2202

[C — 27366]

8 JUILLET 1993. — Arrêté du Gouvernement wallon instituant un Comité consultatif des transports publics de personnes par route

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 25 mai 1983 modifiant, en ce qui regarde le Conseil économique régional pour la Wallonie, la loi-cadre du 15 juillet 1970 portant organisation de la planification et de la décentralisation économique et restaurant un Conseil économique et social de la Région wallonne, notamment l'article 4, § 3;

Vu le décret du 21 décembre 1989 relatif au service public de transport de personnes en Région wallonne, notamment son article 33bis;

Sur la proposition du Ministre des Transports,

Arrête :

Article 1er. Il est constitué un Comité consultatif des transports publics de personnes par route, dénommé ci-après « le Comité ».

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, le terme « Ministre » désigne le Ministre, membre du Gouvernement wallon ayant les transports dans ses attributions.

Art. 3. Le Comité a pour mission de donner des avis, à la demande du Ministre ou de sa propre initiative, sur toute question intéressant les transports publics de personnes par route en Région wallonne dans le cadre d'une étroite coordination avec les autres modes de transport.

Le Comité transmet au Ministre, pour le 1er février au plus tard, un rapport annuel de ses activités.

Art. 4. Le Comité peut faire appel au concours de personnes particulièrement qualifiées de même qu'à des fonctionnaires des ministères, sous réserve de l'accord du Ministre dont ceux-ci relèvent.

Art. 5. Outre son président, le Comité est composé de vingt-huit membres :

1° trois représentants du Ministère de l'Équipement et des Transports, à savoir un pour la Direction générale des Autoroutes et des Routes et deux pour la Direction générale des Transports;

2° trois représentants du Ministère de la Région wallonne, à savoir un pour la Direction générale de l'Économie et de l'Emploi, un pour la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement et un pour la Direction générale de l'Amenagement du Territoire et du Logement;

3° un représentant de l'Administration du Transport terrestre du Ministère des Communications et de l'Infrastructure désigné sur la proposition du Ministre des Communications;

4° un représentant du Service du Transport scolaire du Ministère de l'Éducation, de la Recherche et de la Formation désigné sur la proposition de l'Exécutif de la Communauté française;

5° un représentant de l'Exécutif de la Communauté germanophone désigné sur la proposition de celui-ci;

6° un représentant de la Gendarmerie désigné sur la proposition de l'autorité compétente de ce corps;

7° un représentant de la section wallonne de l'Union des Villes et Communes désigné sur la proposition de l'autorité compétente de cet organisme;

8° un représentant de la Société régionale wallonne du Transport désigné sur la proposition de son conseil d'administration;

9° un représentant de chacune des sociétés d'exploitation de transport en commun en Région wallonne désigné sur la proposition de leur conseil d'administration respectif;

10° un représentant de la Société nationale des Chemins de fer belges désigné sur la proposition de cet organisme;

11° un délégué de l'Union wallonne des Entreprises désigné sur la proposition de cet organisation;

12° un délégué de la Fédération générale du Travail de Belgique désigné sur la proposition de cette organisation;

13° un délégué de la Confédération des Syndicats chrétiens désigné sur la proposition de cette organisation;

14° un représentant de la Fédération belge de l'Industrie automobile et du Cycle désigné sur la proposition de cet organisme;

15° un représentant du Conseil francophone des Exploitants d'Autobus et d'Autocars désigné sur la proposition de cet organisme;

16° un représentant des exploitants de taxis désigné sur la proposition des organisations représentatives des exploitants de taxis;

17° quatre représentants des usagers désignés sur la proposition des organisations représentatives de ces usagers.

Des membres suppléants sont désignés pour chacun des membres composant le Comité.

Art. 6. Le mandat des membres du Comité a une durée de quatre ans et est renouvelable.

Lorsqu'un membre est remplacé avant l'échéance du terme, son successeur achève son mandat.

Art. 7. Le Ministre peut déléguer aux réunions du Comité des observateurs qui y assistent avec voix consultative.

Art. 8. Le secrétariat du Comité est assuré par les services du Conseil économique et social de la Région wallonne.

Art. 9. Le président reçoit les demandes d'avis et présente les avis et les rapports au nom du Comité.

Art. 10. Le Comité ne délibère valablement que si au moins la majorité des membres régulièrement convoqués sont présents.

A défaut, il est convoqué une nouvelle réunion qui se tient dans les huit jours suivant la première avec le même ordre du jour.

Dans ce cas, le quorum prévu au premier alinéa n'est plus requis pour que la délibération soit valable.

Art. 11. Les décisions sont acquises à la majorité absolue des membres présents.

En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Art. 12. Tout membre régulièrement convoqué qui s'abstient d'assister à trois réunions consécutives sans invoquer de motif légitime est démissionnaire de plein droit.

Art. 13. Le Ministre fixe le montant et les conditions d'octroi ou de remboursement des indemnités, jetons de présence et frais de séjour et de parcours des membres.

Art. 14. Le Comité établit son règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation du Ministre.

Art. 15. Le Ministre qui a les transports dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 8 juillet 1993.

Le Président du Gouvernement,
chargé de l'Économie, des PME et des Relations extérieures,
G. SPITAELS

Le Ministre des Transports,
A. BAUDSON

ÜBERSETZUNG

WALLONISCHES MINISTERIUM FÜR AUSRÜSTUNG UND TRANSPORTWESEN

D. 93 — 2202

[C — 27366]

8. JULI 1993. — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Errichtung eines « Comité consultatif des transports publics de personnes par route » (Beratungsausschusses der öffentlichen Straßenverkehrsbetriebe)

Aufgrund des Dekrets vom 25. Mai 1983 zur Abänderung, was den regionalen Wirtschaftsrat für Wallonien betrifft, des Rahmengesetzes vom 15. Juli 1970 zur Organisation der Planung und der wirtschaftlichen Dezentralisierung und zur Einführung eines Wirtschafts- und Sozialrates der Wallonischen Region, insbesondere des Artikels 4 § 3;

Aufgrund des Dekrets vom 21. Dezember 1989 über die öffentlichen Verkehrsbetriebe in der Wallonischen Region, insbesondere des Artikels 33 bis;

Auf Vorschlag des Ministers des Transportwesens,

Beschließt die Wallonische Regierung :

Artikel 1. Ein hierunter « Ausschuß » genannter « Comité consultatif des transports publics de personnes par route » wird errichtet.

Art. 2. Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses bezeichnet das Wort « Minister » den Minister, Mitglied der Wallonischen Regierung, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Transportwesen gehört.

Art. 3. Der Ausschuß hat als Aufgabe, auf Antrag des Ministers hin oder aus eigener Initiative Gutachten über jede Frage betreffend die Straßenverkehrsbetriebe in der Wallonischen Region im Rahmen einer engen Koordination mit den anderen Verkehrsmitteln abzugeben.

Der Ausschuß übermittelt dem Minister spätestens am 1. Februar einen jährlichen Bericht über seine Tätigkeiten.

Art. 4. Der Ausschuß kann besondere qualifizierte Personen sowie Beamten der Ministerien, unter Vorbehalt des Einverständnisses des Ministers, von dem sie abhängen, um Unterstützung anrufen.

Art. 5. Außer seinem Vorsitzenden besteht der Ausschuß aus achtundzwanzig Mitgliedern :

1° drei Vertretern des Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen, und zwar einem für die Generaldirektion der Autobahnen und Straßen und zwei für die Generaldirektion des Transportwesens;

2° drei Vertretern des Ministeriums der Wallonischen Region, und zwar einem für die Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung, einem für die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt und einem für die Generaldirektion der Raumordnung und des Wohnungswesens;

3° einem Vertreter der Landtransportverwaltung des Ministeriums des Verkehrswesens und der Infrastruktur, der auf Vorschlag des Ministers des Verkehrswesens bezeichnet wird;

4° einem Vertreter des Schülertransportdienstes des Ministeriums der Erziehung, der Forschung und der Ausbildung, der auf Vorschlag der Exekutive der Französischen Gemeinschaft bezeichnet wird;

5° einem Vertreter der Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der auf deren Vorschlag bezeichnet wird;

6° einem Vertreter der Gendarmerie, der auf Vorschlag der zuständigen Behörde dieses Korps bezeichnet wird;

7° einem Vertreter der Wallonischen Sektion der Vereinigung der Städte und Gemeinden, der auf Vorschlag der zuständigen Behörde dieser Einrichtung bezeichnet wird;

8° einem Vertreter der « Société régionale wallonne du Transport » (Wallonischen Regionalen Verkehrsgesellschaft), der auf Vorschlag ihres Verwaltungsrates bezeichnet wird;

9° einem Vertreter jeder Betriebsgesellschaft des öffentlichen Verkehrs in der Wallonischen Region, der auf Vorschlag ihres jeweiligen Verwaltungsrates bezeichnet wird;

10° einem Vertreter der Nationalen Belgischen Eisenbahngesellschaft, der auf Vorschlag dieser Einrichtung bezeichnet wird;

11° einem Stellvertreter der « Union wallonne des Entreprises » (Verbands der Unternehmer Walloniens), der auf Vorschlag dieser Einrichtung bezeichnet wird;

12° einem Stellvertreter des Allgemeinen Belgischen Arbeitnehmerverbands der auf Vorschlag dieser Einrichtung bezeichnet wird;

13° einem Stellvertreter des Allgemeinen Christlichen Gewerkschaftsverbands, der auf Vorschlag dieser Einrichtung bezeichnet wird;

14° einem Vertreter des Belgischen Verbands der Automobil-, Motorrad- und Fahrradindustrie, der auf Vorschlag dieser Einrichtung bezeichnet wird;

15° einem Vertreter des « Conseil francophone des Exploitants d'Autobus et d'Autocars » (Französischsprachigen Rates der Auto- und Reisebusgesellschaften), der auf Vorschlag dieser Einrichtung bezeichnet wird;

16° einem Vertreter der Taxigesellschaften, der auf Vorschlag der repräsentativen Organisationen der Taxigesellschaften bezeichnet wird;

17° vier Vertretern der Benutzer, die auf Vorschlag der repräsentativen Organisationen dieser Benutzer bezeichnet werden.

Stellvertretende Mitglieder werden für jedes dem Ausschuß angehörende Mitglied bezeichnet.

Art. 6. Das Mandat der Mitglieder des Ausschusses dauert vier Jahre und kann erneuert werden. Wenn ein Mitglied vor dem Ende seines Mandats ersetzt wird, beendet sein Nachfolger sein Mandat.

Art. 7. Der Minister kann zu den Versammlungen des Ausschusses Beobachter zusenden, die denen mit beratender Stimme beiwohnen.

Art. 8. Das Sekretariat des Ausschusses wird von den Dienststellen des « Conseil économique et social de la Région wallonne » (Wirtschafts- und Sozialrates der Wallonischen Region) ausgeübt.

Art. 9. Der Vorsitzende bekommt die Anträge auf Gutachten und stellt die Gutachten und Berichte im Name des Ausschusses vor.

Art. 10. Der Beschluß des Ausschusses ist nur gültig, wenn die Mehrheit der ordnungsmäßig einberufenen Mitglieder anwesend sind.

In Ermangelung dessen wird eine neue Versammlung einberufen, die innerhalb von acht Tagen nach der ersten mit derselben Tagesordnung stattfindet.

In diesem Fall wird die im ersten Absatz vorgesehene beschlußfähige Anzahl nicht mehr erforderlich, um die Gültigkeit des Beschlusses zu treffen.

Art. 11. Die Beschlüsse werden mit der absoluten Mehrheit der anwesenden Mitglieder getroffen.

Im Fall einer Stimmgleichheit wird die Stimme des Vorsitzenden entscheidend.

Art. 12. Jedes ordnungsmäßig einberufene Mitglied, das ohne Hinweis auf einen rechtmäßigen Grund verzichtet, auf drei aufeinanderfolgende Versammlungen beizuwohnen, wird von Rechts wegen rücktretend.

Art. 13. Der Minister legt den Betrag und die Gewährungs- oder Rückzahlungsbedingungen der Vergütungen, des Anwesenheitsgeldes und der Fahrt- und Aufenthaltskosten der Mitglieder fest.

Art. 14. Der Ausschuß legt seine allgemeine Dienstordnung fest und legt sie zur Zustimmung des Ministers vor.

Art. 15. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Transportwesen gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 8. Juli 1993.

Der Vorsitzende der Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,
G. SPITAELS

Der Minister des Transportwesens,
A. BAUDSON

VERTALING

WAALS MINISTERIE VOOR UITRUSTING EN VERVOER

N. 93 — 2202

[C — 27366]

8 JULI 1993. — Besluit van de Waalse Regering
tot oprichting van een « Comité consultatif des transports publics de personnes par route »
(Adviescomité voor het openbaar personenvervoer over de weg)

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 25 mei 1983 tot wijziging, wat de Economische Raad van het Waalse Gewest betreft, van de kaderwet van 15 juli 1970 houdende organisatie van de planning en de economische decentralisatie en tot oprichting van een Economische en Sociale Raad van het Waalse Gewest, inzonderheid op artikel 4, § 3;

Gelet op het decreet van 21 december 1989 betreffende de diensten voor het openbaar vervoer in het Waalse Gewest, inzonderheid op artikel 33bis;

Op de voordracht van de Minister van Vervoer,

Besluit :

Artikel 1. Er wordt een « Comité consultatif des transports publics de personnes par route » opgericht, hierna het « Comité » genoemd.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :
« Minister » : de Minister, lid van de Regering, tot wiens bevoegdheden vervoer behoort.

Art. 3. Het Comité heeft als taak, in het kader van een nauwe samenwerking met de andere vervoermiddelen, op verzoek van de Minister of op eigen initiatief adviezen uit te brengen over iedere aangelegenheid aangaande het openbaar personenvervoer over de weg.

Het Comité bezorgt de Minister, uiterlijk vóór 1 februari, een jaarverslag van zijn activiteiten.

Art. 4. Het Comité mag een beroep doen op de medewerking van bijzonder geschikte personen alsmede op ambtenaren van de ministeries, onder voorbehoud van het akkoord van de Minister onder wie zij ressorteren.

Art. 5. Naast de voorzitter bestaat het Comité uit achtentwintig leden :

1° drie vertegenwoordigers van het Ministerie voor Uitrusting en Vervoer, met name één voor de Algemene Directie Autowegen en Wegen en twee voor de Algemene Directie Vervoer;

2° drie vertegenwoordigers van het Ministerie van het Waalse Gewest, met name één voor de Algemene Directie Economie en Tewerkstelling, één voor de Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu en één voor de Algemene Directie Ruimtelijke Ordening en Huisvesting;

3° één vertegenwoordiger van het Bestuur van het Vervoer te Land van het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur, aangewezen op voorstel van de Minister van Verkeerswezen;

4° één vertegenwoordiger van de Dienst Leerlingenvervoer van het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming, aangewezen op voorstel van de Executieve van de Franse Gemeenschap;

5° één vertegenwoordiger van de Executieve van de Duitse Gemeenschap, aangewezen op haar voorstel;

6° één vertegenwoordiger van de Rijkswacht, aangewezen op voorstel van de bevoegde overheid van dat korps;

7° één vertegenwoordiger van de Waalse afdeling van de Vereniging van Belgische Steden en Gemeenten, aangewezen op voorstel van de bevoegde overheid van die instelling;

8° één vertegenwoordiger van de Waalse Gewestelijke Vervoermaatschappij, aangewezen op voorstel van haar raad van bestuur;

9° één vertegenwoordiger van elke exploitatiemaatschappij van openbaar vervoer in het Waalse Gewest, aangewezen op voorstel van de respectievelijke raden van bestuur;

10° één vertegenwoordiger van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen, aangewezen op voorstel van die instelling;

11° één afgevaardigde van de « Union wallonne des Entreprises », aangewezen op voorstel van die instelling;

12° één afgevaardigde van het Algemeen Belgisch Vakverbond, aangewezen op voorstel van die instelling;

13° één afgevaardigde van het Algemeen Christelijk Vakverbond, aangewezen op voorstel van die instelling;

14° één vertegenwoordiger van de FEBIAC, aangewezen op voorstel van die instelling;

15° één vertegenwoordiger van de Franstalige Raad van de Autobus- en Autocarexploitanten, aangewezen op voorstel van die instelling;

16° één vertegenwoordiger van de taxi-exploitanten, aangewezen op voorstel van de representatieve organisaties van taxi-exploitanten;

17° vier vertegenwoordigers van de gebruikers, aangewezen op voorstel van de representatieve gebruikersorganisaties.

Voor elk lid van het Comité wordt een vervangend lid aangewezen.

Art. 6. Het mandaat van de comitéleden duurt vier jaar en is hernieuwbaar.

Wanneer een lid vóór het einde van de termijn vervangen wordt, voleindigt zijn vervanger het mandaat.

Art. 7. De Minister kan waarnemers naar de vergaderingen van het Comité afvaardigen. Die waarnemers zijn stemgerechtigd.

Art. 8. Het secretariaat van het Comité wordt waargenomen door de diensten van de Economische en Sociale Raad van het Waalse Gewest.

Art. 9. De voorzitter ontvangt de aanvragen om advies en legt de adviezen en verslagen namens het Comité voor.

Art. 10. Het Comité beraadslaagt slechts op geldige wijze indien minstens de meerderheid van de regelmatig bijeengeroepen leden aanwezig is.

Zo niet, wordt een nieuwe vergadering bijeengeroepen die binnen acht dagen na de eerste vergadering met dezelfde agenda moet plaatsvinden.

In dat geval is het in het eerste lid bedoelde quorum niet meer vereist voor een geldige beraadslaging.

Art. 11. De beslissingen worden genomen bij volstrekte meerderheid van de aanwezige leden.

Bij staking van stemmen is die van de voorzitter doorslaggevend.

Art. 12. Elk regelmatig opgeroepen lid dat drie opeenvolgende vergaderingen zonder wettige reden verzuimt bij te wonen, is van rechtswege ontslagnemend.

Art. 13. De Minister bepaalt het bedrag en de voorwaarden van toekenning of terugbetaling van de vergoedingen, het presentiegeld, de verblijf- en reiskosten van de leden.

Art. 14. Het Comité stelt zijn reglement van inwendige orde vast alvorens het aan de goedkeuring van de minister voor te leggen.

Art. 15. De Minister tot wiens bevoegdheden vervoer behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 8 juli 1993.

De Voorzitter van de Regering,
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,
G. SPITAELS

De Minister van Vervoer,
A. BAUDSON

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK GEWEST

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 93 — 2203

30 JUN 1993. — Règlement contenant le budget de l'exercice 1993
de la Commission communautaire française (1)

Article 1er. Le budget ordinaire de l'année budgétaire 1993 est arrêté tel que repris dans les tableaux annexés au présent règlement.

Art. 2. Le budget extraordinaire de l'année budgétaire 1993 est arrêté tel que repris dans les tableaux annexés au présent règlement.

Tableaux récapitulatifs

Service ordinaire

	Recettes	Dépenses
Total de l'exercice proprement dit	2 773 055 548	1 992 455 227
Exercices antérieurs	45 725 326	7 020 947
Totaux (exercice proprement dit et exercices antérieurs)	2 818 780 874	1 999 476 174
Prélèvements		800 000 000
Résultat général	2 818 780 874	2 799 476 174
Boni	19 304 700	

(1) Session 1992-1993.

Documents de l'Assemblée :

4—I et II (1992-1993) n° 1 — Projet de règlement.

4—I et II (1992-1993) n° 2 — Rapport.

4—I et II (1992-1993) n° 3 — Amendements.

Comptes-rendus intégral et analytique. Séances des 25 et 30 juin 1993.